

Jean Dufourcq*

LE PARI PERDU DE L'UNIVERSEL ?

Le pari de l'universel sous-tend nos valeurs, guide nos actions. Ce parti pris fonde et légitime en général implicitement les secondes par les premières. Certes il est exprimé explicitement dans les religions du Livre et les sagesse judéo-chrétiennes comme dans les idéologies modernes qui, depuis les Lumières, les ont remplacées dans leur rôle premier de régulateur politique et social. C'est en général au nom d'un bien supérieur, d'une vérité absolue, universelle, - ou universalisable -, que l'on agit, *pour le meilleur et pour le pire*, mais avec l'assurance d'un progrès garanti dont on accepte de payer le prix, avec le confort d'une finalité indiscutable qui tolère et justifie l'emploi de moyens contingents. Car si, aujourd'hui comme hier, *la fin permet de justifier les moyens*, c'est qu'elle intègre plus ou moins directement ce parti pris d'universel qui caractérise le monde occidental.

Il n'est pas besoin de relever ici qu'aucune langue commune d'usage supplétif n'est venue véhiculer l'universalité occidentale, aucun modèle unificateur effacer les civilisations existantes, que la diversité et la pluralité ont continué à cohabiter avec l'universalisme sous-jacent¹. Le pari de l'universel n'a pas introduit l'uniformité. Le parti pris des valeurs n'a introduit ni morale collective ni éthique commune de l'action.

Nul besoin non plus de rappeler les obscurantismes que cette posture générale a favorisés et qui ont écrit des pages sombres dans nos sociétés. Nul besoin également de relever que d'autres civilisations en Afrique, en Inde, en Chine, aux cosmogonies plus diversifiées, aux références mieux démultipliées et à la temporalité moins linéaire, sans échapper aux autoritarismes, n'ont en général pas succombé à ces formes sophistiquées de totalitarisme développé au nom d'un bien supérieur.

* Le contre-amiral (2S) Jean Dufourcq est directeur d'études à l'IRSEM, rédacteur en chef de la Revue Défense Nationale. Il est Docteur en science politique, membre de l'Académie de Marine et de l'Académie royale de Défense de Suède.

Le dérèglement du progrès

Or, chacun voit bien que ce pari de l'universel et celui de la linéarité civilisationnelle qui le complète généralement sont aujourd'hui soumis à la dure épreuve de la mondialisation économique et culturelle et du remplissage démographique de la planète, deux phénomènes récents qui semblent sur le point de se stabiliser. L'utopie universaliste, qu'elle soit unificatrice du genre humain comme celle que dénonçait Adlous Huxley, ou annonciatrice de la fin de l'histoire, comme celle qu'a décrite Fukuyama, se dissipe et la réalité s'impose de la primauté des stratégies individuelles de gains, de gains à n'importe quel prix ou de conflits radicaux réglés par des espoirs de gains². Le bien supérieur escompté, l'humanisme et l'altruisme qu'il a pu susciter, ont fini par s'effriter sous le coup de stratégies individuelles, de projets mafieux d'oligarques, d'excès spéculatifs des plus riches et de surconsommation des plus nantis³. Les valeurs à portée universelle ont eu tendance à s'accorder aux finalités vénales et ces finalités à migrer vers les stratégies de gains immédiats.

Aujourd'hui, une certaine forme de relativisme s'est installée en réaction à cette tendance, avec en prime le scepticisme comme nouvelle religion universelle. Car de nouvelles interrogations pointent qui font douter de l'avenir et même du progrès lui-même. Et d'abord celle de la capacité à durer dans le temps long de l'histoire ; on a même inventé un mot pour le dire, la *soutenabilité*. Et puis aussi la capacité à risquer pour le long terme, qui est désormais battue en brèche par la nécessité d'agir en *sûreté*, de n'exposer qu'à coup sûr. Deux hésitations critiques se sont donc répandues, celle de la durabilité potentielle, et celle du risque encouru. Elles minent l'engagement de sociétés qui n'ont pas gommé pour autant l'exigence de gains immédiats qui seuls permettent de satisfaire des opinions publiques que la démocratie parlementaire et l'économie libérale ont gavées de progrès individuel, un développement humain que la croissance a permis, il est vrai, pendant des décennies.

Nouveaux enjeux, nouvelles tensions

La révolution démographique, l'exigence écologique, la redistribution des marchés sont aujourd'hui les trois grands défis du XXI^e siècle qui ont remis en cause la mécanique jusqu'ici bien huilée du progrès linéaire et de la dialectique « fins et moyens » qui l'instrumentalisait et le garantissait, comme si la génération spontanée et inattendue d'une asymptote civilisationnelle était venue brouiller l'horizon de la marche résolue de l'humanité vers son prétendu point Oméga. On constaterait aujourd'hui une errance de l'efficacité collective. On assisterait même à une dissociation rapide de ce qui avait été assemblé, voire à une régression dans l'ordre collectif entrevu, dans la dynamique de solidarité escomptée. Quelques

exemples permettent d'illustrer cette assertion.

Que l'on songe seulement à la difficulté que rencontrent les structures mises en place à la fin du second conflit mondial et fondées alors sur des valeurs jugées universelles. Elles peinent à administrer aujourd'hui une planète dont la population a quasi triplé depuis et dont le centre de gravité s'est déplacé continûment loin de la zone qui les avaient établies dans le couplage transatlantique de New York à Bruxelles ; ONU, OTAN sont des organisations désaccordées des temps actuels et dont les vertus qui fondaient la légitimité de leurs entreprises ont été relativisées par l'emploi qui en a été fait et les nombreux compromis qu'elles ont dû accepter pour se soumettre aux fins de leurs membres les plus influents.

Que l'on songe à l'entreprise européenne divertie depuis la fin de la guerre froide de son objet principal qui était d'apporter une réponse définitive à la conflictualité intrinsèque du continent européen grâce à l'utopie d'un intérêt général européen supérieur aux intérêts particuliers des Etats membres qu'incarnait une Commission supranationale⁴. Le souffle n'y est plus et le scepticisme règne comme le montrent les profils modestes choisis pour les premiers représentants européens établis par le traité de Lisbonne.

Nul besoin d'y ajouter les patinages répétés de l'OMC incapable de conclure le cycle de Doha, ceux de l'AIEA incapable de promouvoir l'énergie nucléaire civile dont la planète a besoin tout en empêchant le nucléaire militaire de proliférer et de fragiliser la dite planète. Que dire de l'OMS et de sa lutte inégale contre la malaria ou le SIDA. Que dire de l'ambition de l'effort collectif pour l'aide au développement et de l'exigence de solidarité qui l'anime ? L'universel s'est de fait progressivement effacé de nos ambitions collectives même s'il nous en reste la face clinquante d'un consumérisme mondialisé.

Guerre et paix relativisées

On peut faire le constat de la même évolution dans les questions de guerre et de paix, de sécurité individuelle et collective. Ces graves enjeux structuraient profondément les sociétés et justifiaient l'établissement d'Etats dont la finalité première était de garantir par tous les moyens de la défense légitime la sécurité quotidienne de leurs ressortissants, cette sécurité qui était vue comme le premier bien public. Grande guerre et vraie paix sont mortes ensemble, selon la formule bien connue de Beaufre. De fait la guerre a disparu, la « *bellum* » des Latins, et à sa place la « *guerra* » des barbares se répand avec la mutation des finalités clausewitziennes en violences collectives infra ou trans-étatiques moins rationnelles, moins décodables⁵.

On voit également poindre d'autres concepts de médiation, en relais d'un droit international dont la prétention à résoudre les tensions et conflits actuels est battue en brèche. Cette aptitude, si elle a jamais existé, a été à l'évidence affectée par les multiples échecs d'une décongélation des frustrations et des injustices qui ont suivi le chaos de la deuxième guerre mondiale, puis à nouveau après la glaciation stratégique de la guerre froide qui l'a suivi. En cherchant à armer le bras d'une communauté internationale balbutiante, l'instrument du droit international s'est heurté à son tour au défi de l'universel. Qu'on se souvienne de toutes les fois où il a été invoqué pour justifier des actions plutôt marquées du sceau « deux poids, deux mesures », qu'il s'agisse des résolutions inappliquées du Conseil de Sécurité ou de reconnaissances incongrues de « coups » peu acceptables. Le dernier exemple en date concerne à l'été 2008 le parallèle Kosovo/Géorgie. Derrière le droit international, et au-delà de la société des Etats, qu'elle soit rassemblée à New York ou réunie à Addis Abeba ou Bruxelles, il reste des peuples avides de stabilité, de prospérité et de développement « *hic et nunc* » et non pas demain quand la paix universelle chère à Emmanuel Kant aura établi ses bienfaits définitifs sur l'ensemble civilisé de la planète. Une vision plus dynamique de la sécurité avait bien tenté de s'installer en 1992 avec « l'agenda pour la paix » de Boutros Boutros- Ghali, puis avec les développements de l'ingérence humanitaire et de la responsabilité de protéger. Mais cette vision articulée une nouvelle fois sur une ambition humaniste de fraternité et de solidarité universelle a été incapable de prendre en charge des violences enfouies et soudain déchaînées, comme on l'a vu par exemple dans les tragédies des Balkans occidentaux ou des Grands Lacs africains.

La vérité est que la communauté internationale - ou plus exactement les Etats qui prétendent l'incarner - a été incapable d'imaginer quel objectif de paix et de stabilité viser et quels moyens affecter à l'établissement de la paix, d'une bonne paix, à sa conservation et à son autorégulation. Cette incapacité à penser la paix au XXI^e siècle résulte sans doute d'une double difficulté, le souvenir stérilisant des guerres sanglantes des XIX^e et XX^e siècles, et la nouvelle complexité d'une humanité qui en se développant se diversifie⁶.

Emotion, solidarité et responsabilité

En revanche, la conscience collective a su se mobiliser au profit des victimes de catastrophes naturelles ou de désordres sociaux, comme on l'a observé après le tsunami de 2004. L'articulation entre les fins et les moyens d'une communauté internationale vacillante et souvent désunie n'est guère possible que lorsque l'émotion est universelle, une émotion dont les médias détiennent les clés et sélectionnent les causes, le plus souvent dans l'ordre

du spectaculaire. Reste qu'en matière de sécurité, celle des citoyens de base, et plus généralement celle des civils, devrait importer plus que celle des Etats qui, du fait de son rattachement à l'idée d'ordre international, est en général garantie par une forme de solidarité institutionnelle. Et chacun voit bien que cette solidarité interétatique fait souvent fi des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour consolider les pouvoirs quels qu'ils soient. C'est ce que déplorent amèrement les militants de ces causes qui se sentent abandonnés par la conscience internationale, ces citoyens opprimés de régimes autoritaires, comme dans bon nombre de pays arabes, ou ces membres de minorités asservies par des tutelles exigeantes. On comprend qu'au-delà du militantisme souvent peu mobilisateur pour la démocratie et les droits de l'homme à l'efficacité insuffisamment universelle, se soit finalement développée une approche minimaliste, pragmatique de la sécurité sous le concept novateur de *sécurité durable*, une sécurité articulée sur l'homme tel qu'il est⁷. Cette approche combinatoire mélange et séquence des actions de sécurité humaine qui cherchent à satisfaire d'abord les besoins vitaux des hommes, des actions de sécurité culturelle qui visent à couper les chaînes de violences importées ou ancestrales, et des médiations de proximité pour enclencher des processus d'arbitrage et de conciliation au plus près des bourreaux et des victimes, et sans le soutien d'acteurs extérieurs. « Notre mal vient de nous, notre bien viendra de nous », auraient été les derniers mots du président Boudiaf avant son assassinat.

Telle est la réalité assez cruelle sur laquelle s'articule aujourd'hui la dialectique des fins universelles - développement, justice, prospérité, sécurité - et des moyens collectifs trop comptés par une solidarité mesurée au plus juste et étayée tant bien que mal par un droit international fragilisé par ses échecs répétés.

L'universel démultiplié : une planète multipolarisée

Au vu de cette réalité, que faut-il proposer comme horizon à nos valeurs, sur quels fondements nouveaux établir nos actions, quelles formes de stratégie promouvoir pour retrouver l'efficacité collective et redonner à l'humanité le sens de l'intérêt général ? Faut-il se contenter de gérer un inévitable chaos et d'en réguler seulement les excès jusqu'à ce que la planète ait achevé de se remplir de ses 9 milliards d'habitants attendus vers 2050/2075. Et se préparer alors à gérer cette nouvelle étape de l'humanité, celle d'un palier démographique qui pourrait permettre, nouvelle utopie, d'accorder harmonieusement les six ou sept différentes plaques civilisationnelles entre lesquelles l'humanité sera répartie ?

Car chacun pressent que le monde a tendance à s'organiser autour de pôles continentaux plus homogènes qui permettent de préserver dans le

même champ géoculturel, civilisationnel, les dynamiques régionales de développement humain et économique. On peut dénombrer ces six ou sept plaques homogènes où fins et moyens seront plus accordables. On voit bien que les continents conjugués Amérique du Nord et du Sud, Europe et Afrique, Asie du Sud et Asie de l'Est vont connaître des rythmes de développement très coordonnés et que chacun cherche à organiser sa régulation selon ses spécificités propres et grâce à la stimulation de puissances émergentes, ces BRIC qui constituent autant de pôles de développement semi-autonomes de la planète au XXI^e siècle⁸.

Et on peut aussi estimer que c'est une altérité positivée qui permettra, non d'établir un nouveau corpus de valeurs universelles pour fonder les actions collectives, un corpus qui intégrerait pour les assimiler, les fusionner au corpus occidental initial, des valeurs asiatiques et africaines, mais bien plutôt de constituer un code de conduite collectif pour gérer la diversité des approches et retrouver l'efficacité internationale. Concrètement, il ne s'agit sans doute pas d'établir une nouvelle cartographie des rapports de force interétatiques ou intercontinentaux mais plutôt de décliner des feuilles de route accordées entre les nouveaux centres de gravité de la planète. Et la tâche résiduelle d'une organisation qui devra prendre le relais des Nations unies, une nouvelle ONU sera de garantir la progression vertueuse des rapports de compétition entre ces plaques, selon la dynamique organisationnelle classique des quatre « C », cohérence, compatibilité, coordination, coopération.

L'écologie, le dernier combat de l'universel ?

En réalité, la chance de l'action collective au XXI^e siècle, celle qui sauvera l'idée universelle et les valeurs qui s'en inspirent, viendra sans doute de l'impératif écologique qui va nous faire quitter le champ de l'histoire, de ses compétitions et de ses prédatations, pour retrouver celui de la géographie et du retour collectif à la primauté accordée à la nature. Le réchauffement climatique et l'exigence de traitement collectif qu'il impose propose une nouvelle frontière universelle à l'humanité et fonde une nouvelle utopie mobilisatrice capable de rassembler la planète autour d'une même finalité.

Il faut désormais que cette utopie devienne opératoire et permette à chacun, au niveau de développement où il se trouve, de constituer des moyens accordés à cette même fin d'une planète qui gère ses ressources collectives dans un souci de préservation de l'avenir. Pour cela quelques conditions sont sans doute à remplir qui permettront de corriger les dérives individualistes de gain qui ont déréglé la machine du progrès. Une dynamique d'inventaire est nécessaire, celle qui permettra de valoriser les réserves collectives que constituent les grandes forêts, l'amazonienne

comme la congolaise et de préserver leur fonction d'éponge à CO₂. Une dynamique d'échange et de compensation qui doit s'attacher à faciliter le troc des matières premières et des technologies pour éviter une extension excessive des transports sur la planète et rapprocher producteurs et consommateurs dans ces plaques évoquées dont il faut améliorer la compétitivité et la cohérence internes. Une exigence d'harmonisation sociale qui mette l'homme au centre du développement régional et mondial et se soucie prioritairement de la sécurité humaine. Enfin une politique générale de gestion collective et économe des biens publics mondiaux⁹, en prenant spécifiquement soin des espaces océaniques, sidéraux, ressources minières et énergétiques.

Faudra-t-il pour entretenir cette nouvelle utopie, cette finalité existentielle, de nouvelles structures, de nouveaux moyens collectifs ? La réponse est attendue avec attention par les pays les moins développés qui s'en méfieront, soucieux qu'ils sont de ne pas payer les dégâts effectués par les nantis développés. Mais rien n'est moins sûr et l'idée d'une OENU, pour « Organisation Ecologique des Nations Unies », que certains proposent comme solution institutionnelle, est à envisager avec circonspection. Ne vaudrait-il pas mieux s'appuyer sur les réalités géopolitiques de la planète, celle des six ou sept plaques civilisationnelles que dessinent les continents, organiser leurs interrelations humaines, économiques, culturelles et faciliter leur intégration progressive dans cette ambitieuse « politique de civilisations » que l'on évoquait en 2007¹⁰ ?

C'est sans doute la diversité préservée de la planète qui permettra de sauver l'unité de l'humanité embarquée dans le même destin d'un développement durable.

Notes :

¹ On consultera utilement sur ce thème les dialogues entre Barbara Cassin et Heinz Wissmann, qui rappellent que plus les langues s'éloignent les unes des autres et plus elles sont intéressantes. *L'avenir des langues. Repenser les Humanités*, Heinz Wissmann et Pierre Judet de la Combe, Editions du Cerf, Paris, 2004. « L'universalisme en question(s) », in revue *Place au(x) sens*, n° 9-10, 2004.

² Dans la ligne des travaux fondés sur la théorie des jeux qu'expose Th. Schelling dans sa *Stratégie du conflit*, PUF, 1986.

³ On lira avec profit l'ouvrage d'Emile H. Mallet, *Le Capitalisme contre le monde*, Cerf 2009, collection « l'histoire à vif ».

⁴ Voir « sur la trace des maîtres » numéro Hors série, *Revue Défense nationale et sécurité collective*. Juillet 2009.

⁵ Voir *Penser la guerre au XXI^e siècle : les combats sans la guerre*, contribution à paraître (mars 2010), L'Harmattan.

⁶ Voir « La crise de la planification stratégique », AGIR n°32- 2007.

⁷ Voir *Promouvoir la sécurité durable*, NDC/OP février 2005 (www.ndc.nato.int).

⁸ Voir « Le système du monde », AGIR n°28 – 2006.

⁹ La notion de « biens publics mondiaux » repose sur la transposition, au niveau international, de celle de « biens publics ». Ces derniers ont été définis par les économistes comme des biens, services, ou ressources qui bénéficient à tous et se caractérisent par la non-rivalité et la non-exclusion. Aujourd'hui, le consensus n'est pas total sur ce que recouvre exactement le concept de biens publics mondiaux. S'y retrouvent toutefois, pour la majorité des experts : l'environnement mondial, la santé, la stabilité financière et l'intégration économique, la diffusion de la connaissance, la sécurité alimentaire ... Source France-Diplomatie.

¹⁰ Débat autour de la thèse présentée par Edgar Morin dans son ouvrage *Pour une politique de civilisation*, Arléa, 2002.